

REPUBLIQUE FRANCAISE

DOMAINE PUBLIC FLUVIAL

DEPARTEMENT DU LOIRET

**ARRETE DE REGLEMENT TEMPORAIRE DE CIRCULATION sur le
domaine public fluvial du Port de Montcresson au Pont de Montbouy**

Le Président du Conseil départemental du Loiret,

Vu :

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le code de la route,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – 4^{ème} partie – signalisation de prescription) approuvée et complétée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'article R.4241-68 du code des transports qui dispose que « nul ne peut circuler ou stationner avec un véhicule sur les digues et chemins de halage des canaux, des dérivations, des rigoles et des réservoirs, non plus que sur les chemins de halages et d'exploitation construits le long des cours d'eau domaniaux appartenant à l'Etat, s'il n'est porteur d'une autorisation écrite délivrée par l'autorité gestionnaire du domaine dont relèvent ces digues et chemins de halage non ouverts à la circulation publique »,

Vu le Protocole d'accord approuvé et notifié le 03 décembre 2008 et son avenant n°1 approuvé et notifié le 12 septembre 2014, entre l'État et le Département du Loiret,

Vu la convention de superposition d'affectation du Domaine Public Fluvial approuvée et notifiée le 12 janvier 2018, entre l'État et le Département du Loiret,

Vu la demande de l'entreprise SMDA en date du 26/03/2026,

Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des usagers, et pour se faire de réglementer le chemin de halage du canal de Briare.

Sur proposition de Monsieur le Responsable du Service Canaux et Environnement,

ARRETE

Article 1 :

A compter du mardi 31 mars 2026 08h00 jusqu'au 3 avril 2026 19h00 inclus, **la circulation sur le chemin de halage support de la véloroute SCANDIBERIQUE**, entre l'amont du pont du Puyrault et l'Impasse du Pâtis, **sera fermée à toute circulation y compris vélos et piétons** comme indiqué sur la carte ci-jointe. La fermeture sera assurée et maintenue, pendant toute la durée du chantier, par l'entreprise **SMDA** domiciliée 38 Avenue Roger Hennequin 78190 Trappes, et mandatée par le Département du Loiret pour la taille des platanes dans le cadre de l'entretien de la Véloroute SCANDIBERIQUE. La fermeture se fera à l'aide des dispositifs réglementaires.

Article 2 :

Ces dispositions sont valables de jour comme de nuit. Ils peuvent être repliés, sous la responsabilité de l'entreprise SMDA, en cas d'interruption de chantier et sous réserve d'assurer un passage sécurisé pour les usagers du chemin de halage.

Article 3 :

Seuls les véhicules munis d'une autorisation, les véhicules de service (notamment ceux de VNF), de police et de secours et les véhicules nécessaires au chantier pourront y circuler.

Pour les « véhicules autorisés », la vitesse de circulation est limitée à 30 km/heure.

Article 4 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section ouverte en demi-chaussée, ainsi qu'à l'hôtel de ville de la commune concernée.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- L'entreprise SMDA
- Monsieur le maire de CHATILLON-COLIGNY,
- Monsieur le Préfet du Loiret,
- Madame la Responsable de l'Unité Territoriale d'Itinéraire Loire-Seine des Voies navigables de France,
- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Loiret,
- Monsieur le Directeur des Services d'Incendie et de Secours du Loiret,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à ORLEANS, le 26/03/2026

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,



Yves BERGOT
Responsable du Service Canaux et
Environnement

PLAN

